

Message du Président

Chères sœurs et frères, chers amis,

Notre dernière Assemblée le 14 novembre à Metz s'était tenue le lendemain des attentats de Paris et nous avait trouvé tous désespérés et choqués. Aujourd'hui à nouveau, nous nous réunissons quelques jours après le double assassinat de Magnanville et l'horrible attentat d'Orlando aux États-Unis, qui ajoute à l'horreur du massacre une dimension de haine homophobe. Par solidarité avec les victimes, leurs familles et le peuple américain, mais aussi avec toutes les victimes des attentats en Turquie ou en Afrique, je vous propose d'ouvrir notre réunion par un moment de silence et de recueillement.

Le printemps est traditionnellement la période des assemblées et synodes de nos Églises. Je vais donc vous proposer une réflexion thématique qui nous permettra de visiter en même temps quelques questions qui ont habité ou agité nos Églises ces derniers mois, nous permettant ainsi de dépasser les frontières de nos trois départements et de vivre même modestement l'universalité de l'Église.

1. La situation politique actuelle au regard de l'histoire « longue ».

On peut avoir le sentiment, en suivant l'actualité, que l'histoire de notre planète, et en particulier celle de notre vieille Europe, s'accélère et s'emballe. Pendant longtemps, durant les 30 Glorieuses, nous avons vécu en Occident avec l'idée consciente ou inconsciente, de la fin de l'histoire. Ayant fait l'expérience des sommets de la barbarie, il nous fallait définitivement tourner cette page et nous l'avons fait en nous en remettant aux progrès techniques et scientifiques, en supposant implicitement que le bien-être matériel croissant allait nous délivrer définitivement des cauchemars du passé : plus besoin d'utopie politique ou religieuse, de société sans classe ou de royaume des cieux, les grandes angoisses existentielles et les grandes colères révolutionnaires n'avaient plus lieu d'être. Chaque problème ou chaque question avait sa solution ou sa réponse technique, même au plan éthique, où la question du possible a remplacé celle du souhaitable : moi, femme de 65 ans, je peux avoir un enfant, donc je le veux ! Il faudrait relire à cet égard Jacques Ellul, lorsqu'il dénonce dès 1974 le « système technicien ». On ne cherche plus à faire triompher la vie sur la mort, ou la justice sur l'injustice, mais à réparer les pannes du système. Les solutions étant toujours techniques, la politique et la religion ont été progressivement disqualifiées. Alors, à force de traiter les symptômes plutôt que de nous en prendre aux causes, nous sommes en train de redécouvrir que nos sociétés sont mortelles, que la barbarie est de retour, que l'injustice et les inégalités sont plus criantes que jamais, que notre planète bleue est elle-même en danger de mort.

Peut-être l'une des clés de notre réveil, avant que notre sommeil ne se transforme en cauchemar, est-elle que nous ayons le courage de revisiter notre histoire. C'est ce qu'a entrepris notre Église-sœur du Palatinat, qui a consacré son récent Synode à la question de son lien avec le national-socialisme de 1933 à 1945, sous le titre « Protestants sans protestation » (*Protestanten ohne Protest*). Cette démarche courageuse s'est faite sur la base d'un travail universitaire extrêmement fouillé, qui a mis en lumière un tableau accablant : peu de protestation devant l'inacceptable, grande complaisance avec l'hérésie chrétienne-allemande, aucun délégué du Palatinat au Synode de Barmen. On peut s'étonner de ce que ces constats ne soient établis que maintenant, mais il faut sans doute deux générations avant que des convulsions de cette ampleur puissent être abordées avec suffisamment de recul. Ne serait-il pas temps que nos Églises protestantes d'Alsace et de Moselle revisitent elles-mêmes cette période douloureuse et qu'elles osent regarder en face leur histoire entre 1940 et 1945 ? Plus de deux générations sont passées, et il devrait être possible d'aborder cette histoire de manière dépassionnée, sur la base de recherches universitaires, car il n'existe pratiquement aucun travail sérieux sur le sujet. Vouloir oublier par ailleurs qu'une partie du protestantisme alsacien s'est égarée dans le national-socialisme par fidélité dévoyée à son héritage culturel germanique, c'est s'exposer à ce que cette amnésie ne ressurgisse sous d'autres formes. Nous pourrions donc lancer un appel à l'Université, en particulier à notre Faculté de théologie, pour qu'un travail de recherche approfondi soit effectué sur ces thématiques.

Ce n'est pas par hasard que « Comprendre et s'engager », dont l'objectif dès sa création en 1995 a été de comprendre la montée du vote Front National, est né dans une région, l'Inspection de Bouxwiller, où autonomisme et national-socialisme ont connu de fortes sympathies dès l'entre-deux-guerres. « Comprendre et s'engager » est en train de se restructurer pour retrouver une nouvelle dynamique et poursuivre sous d'autres formes son travail de réflexion en profondeur et son effort de pédagogie, en particulier vis-à-vis de la jeunesse. « Comprendre et s'engager » nous a aussi interpellés par rapport à la question des réfugiés, pour nous inviter à nous joindre à la démarche initiée par l'Église protestante unie

de France (EPUdF) à l'occasion d'un vœu de son Synode de Nancy en mai dernier. Il s'agit d'une action de communication et d'interpellation des responsables politiques à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet. Le Président Laurent Schlumberger m'avait déjà invité à entrer dans la démarche, à laquelle s'associent la Fédération Protestante de France (FPF), la Fédération de l'entraide protestante (FEP) et la Cimade. L'action de communication étant « bouclée », il ne nous est pas possible de nous y associer purement et simplement. Par ailleurs, le Synode de l'Église réformée d'Alsace et de Lorraine (EPRAL) de début juin, lui aussi saisi par un vœu dans ce sens, ne l'a pas adopté en raison du lien avec le 14 juillet. Se trouve posée ainsi avec acuité la question de la coordination entre nos Églises et nos Assemblées. Le Conseil de l'Union du 7 juin a échangé à ce sujet et propose que nous nous rendions solidaires de la démarche à travers une conférence de presse qui aurait lieu début juillet et une proposition de communiqué que pourraient lire lors du culte les pasteurs qui le souhaitent.

Il s'agit en effet d'interpeller à nouveau nos gouvernants sur l'attitude générale de notre pays dans la crise actuelle du Moyen-Orient : à peine quelques centaines de réfugiés accueillis sur les 30 000 laborieusement annoncés et « exportation » du problème vers la Turquie, pays dont la politique ambiguë aurait dû dissuader l'Europe de lui donner des gages. Les forces vives du protestantisme, accueillies le 13 avril dernier à l'Élysée par le Président Hollande, l'avaient d'ailleurs interpellé à ce sujet, mais n'ont reçu qu'une réponse technique très décevante. Notre fête nationale, si elle veut garder sa signification pour aujourd'hui, me semble un bon moment pour décliner concrètement notre belle devise républicaine de « Liberté, égalité et fraternité », si nous voulons qu'elle garde sa portée universelle.

Toujours dans le registre de la politique, nous n'oublions pas que si 2017 sera l'année du grand jubilé de la Réforme, elle sera aussi dans notre pays une année d'élection présidentielle, dans laquelle les questions évoquées précédemment joueront un rôle déterminant. Afin de ne pas nous contenter d'un communiqué de circonstance, mais d'aborder quelques thèmes fondamentaux comme la perte de crédit des partis traditionnels, la laïcité et les religions, la crise des réfugiés, le chômage des jeunes ou la politique sociale vis-à-vis des personnes âgées et handicapées, nous avons engagé la CASPE - notre commission des affaires sociales, politiques et économiques - dans un travail de réflexion et de proposition, avec le souci de ne pas faire de doublons avec d'autres initiatives, par exemple celles de la FPF. Le climat général est et restera sans doute marqué par la peur du lendemain. Il nous faut donc veiller à ne pas contribuer à entretenir cette peur, mais à favoriser la confiance. Le récent Synode de l'EPRAL a travaillé sur ce thème, en liaison avec la foi et le « *sola fide* ». Je retiens de ce qui m'en a été transmis l'idée que la confiance est performative, c'est-à-dire que son énoncé « je te fais confiance », produit ce qu'il énonce. Il faut malheureusement admettre que son contraire, la défiance, possède la même vertu performative de produire ce qu'elle énonce. Alors, situons-nous résolument du côté de la confiance, et faisons en sorte que le jubilé de la Réforme de 2017 contribue à construire cette confiance, qui a été l'un des grands apports de Luther dans un siècle aussi troublé que le nôtre.

2. Quelle communion pour quel témoignage dans le monde ?

La question de la confiance n'est pas très éloignée de celle de la communion entre Églises, qui devient plus difficile d'année en année, et singulièrement entre Églises issues de la Réforme. Les questions éthiques, et en particulier la place accordée aux personnes homosexuelles, continuent à diviser le monde protestant : le Consistoire Supérieur d'avril dernier a ainsi débattu de la question de la compréhension de la communion luthérienne, sur l'arrière-plan de la rupture de communion entre l'Église luthérienne d'Éthiopie et les Églises de Suède et des États-Unis. La Fédération Protestante de France a de son côté entrepris une réflexion de fond sur ce qui constitue le lien fédératif, après les vives réactions consécutives à la décision de l'EPUdF d'ouvrir la possibilité de bénir des couples mariés de même sexe, qui se sont notamment traduites par le départ de deux Églises membres et par des relations tendues avec le Conseil national des évangéliques de France (CNEF). Christian Krieger est, avec Valérie Pujol, chargé de conduire et d'animer ce processus pour le Conseil de la FPF. Dans un autre registre, la récente décision de l'Église luthérienne de Lettonie d'inscrire dans sa constitution l'interdiction de l'ordination des femmes, qui de fait n'était plus pratiquée depuis le début du mandat de l'actuel archevêque Janis Vanags en 1993, a soulevé de vives réactions dans la plupart des Églises luthériennes. Le Secrétaire général de la Fédération luthérienne mondiale (FLM) Martin Junge a publié dès le 6 juin un communiqué rappelant que la FLM avait essayé de dissuader l'Église de Lettonie de revenir en arrière sur cette question, suivant en cela les recommandations des 5 dernières assemblées de la FLM et soulignant que 80 % des Églises luthériennes dans le monde pratiquent l'ordination des femmes. J'ai moi-même envoyé un message de soutien à Martin Junge, rappelant que les Églises luthériennes et réformées d'Alsace et de Moselle pratiquent cette ordination depuis les années 30 du siècle dernier. On a le sentiment qu'un clivage s'opère entre Églises protestantes en fonction de leurs options théologiques et éthiques, plus ou moins conservatrices ou progressistes. La question de la pure doctrine ou du pur Évangile est sous-jacente à ces débats : elle oppose ceux pour qui cette pureté est un effort et une conquête, et ceux pour qui elle est donnée par grâce. Or, les deux compréhensions sont présentes dans le Nouveau Testament : « C'est pourquoi, sortez du milieu d'eux, et séparez-vous, dit le Seigneur ; ne touchez pas à ce qui est impur, et je vous accueillerai » 2 Cor. 6,17. « Je sais et je suis persuadé par le Seigneur Jésus que rien n'est impur en soi, et qu'une chose n'est impure que pour celui qui la croit impure » Rom. 14,14. Entre le risque d'une sainteté

ou d'une sanctification devenant un nouveau légalisme et le risque d'une grâce à bon marché, déjà dénoncée par Bonhoeffer, le chemin est étroit. Peut-être passe-t-il là encore par une attention à l'histoire longue : l'Église d'Éthiopie, issue des missions souvent très moralisatrices du 19^e siècle, ne saurait avoir les mêmes conceptions culturelles et éthiques que l'Église de Suède, présente dans un pays très sécularisé. De même, l'Église de Lettonie a connu 60 ans de chape de plomb soviétique qui ont nécessairement marqué sa vision du monde. Une autre clé de lecture de la poussée des positions conservatrices est l'arrière-plan général de repli identitaire, particulièrement marqué en Europe. Devant la sécularisation croissante des sociétés dites « développées », la crainte de la dilution, voire de la perte d'influence, favorise les affirmations identitaires confessionnelles. Le mouvement œcuménique d'après-guerre avait fortement fait bouger les lignes : force est de constater que les protestants ne sont plus très moteurs dans ce processus, et que ce sont plutôt les initiatives de l'Église catholique et du Pape François qui nous bousculent sur ce plan ! Nous sommes cependant invités à rester ancrés dans une compréhension de l'unité dans la diversité, un des acquis de l'œcuménisme : les replis identitaires confessionnels seraient une erreur historique, à une époque où le cœur du message chrétien est de moins en moins audible et entendu.

3. Quelle transmission de l'Évangile aux jeunes générations ?

Nous l'avons maintes fois constaté et discuté, la transmission reste l'un des défis les plus redoutables qui se présentent à nos Églises. Là encore, nous devons trouver le difficile équilibre entre la transmission fixiste de contenus doctrinaux immuables et la concession à l'air du temps, en particulier à travers l'utilisation des nouveaux médias. Ni message sans prise avec le vécu des jeunes, ni aplatissement à travers une simplification outrancière du message, voilà les écueils qu'il nous faut éviter. Notre Commission de la catéchèse travaille depuis plusieurs années à définir des orientations claires et lisibles, pour les pasteurs, les paroisses et les familles. Ce processus est en route depuis 2010 et nous rappelle que le moulin de l'Église tourne lentement... Si le grain qui y est moulu devient une farine nourrissante et de qualité, l'effort n'aura pas été vain ! Ce thème occupera l'essentiel de notre journée, et je ne le développerai donc pas davantage.

L'actualité m'oblige cependant à vous informer de nos inquiétudes relatives à l'enseignement religieux dans les établissements publics, qui reste pour nos Églises d'Alsace et de Moselle un lieu de transmission essentiel. Si la catéchèse paroissiale vise la transmission de la foi, à travers l'expérience individuelle et communautaire, l'enseignement religieux à l'école et au lycée vise la culture religieuse, la connaissance de sa propre tradition religieuse et l'ouverture aux autres religions. À ce titre, il constitue une part essentielle de l'exercice de notre responsabilité d'établissement public du culte, dans le cadre d'une laïcité contractuelle avec l'État. Les recteurs des deux académies concernées ne s'y trompent d'ailleurs pas, qui reconnaissent, sur la base de nombreux témoignages de chefs d'établissement, que les enseignants de religion, pour peu qu'on veuille leur accorder leur juste place, contribuent au climat serein dans les établissements en proie aux tensions religieuses. Ce fut le cas en particulier après les attentats de janvier et novembre 2015. Cet enseignement fait actuellement l'objet d'un rapport commandé aux deux recteurs par la Ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, en vue de la mise en œuvre de deux recommandations du rapport de l'Observatoire de la laïcité, paru en mai 2015. Ce rapport, qui comporte une dizaine de recommandations sur le régime local des cultes, avait rencontré notre approbation globale, sauf précisément en ce qui concerne l'enseignement religieux. Le changement essentiel consiste à sortir l'heure d'enseignement religieux des 24 heures d'enseignement général en primaire. Cela obligerait à placer cette heure en fin de journée ou durant la pose méridienne, ce qui en ferait une option vite marginalisée et compliquerait singulièrement la tâche des enseignants. Les responsables des trois cultes statutaires ont informé les parlementaires de cette démarche et demandé rendez-vous à la Ministre de l'Éducation nationale. Cette initiative arrive à un moment d'autant moins opportun que le projet d'enseignement au dialogue interculturel et interreligieux (EDII) au lycée avance bien.

Nous resituer dans l'histoire longue et assumer notre propre histoire, travailler sans relâche à la communion entre Églises pour un meilleur témoignage, veiller à renouveler nos modes de transmission de la foi et de la culture religieuse à nos jeunes, voilà trois propositions que je vous mets à cœur en ouverture de cette Assemblée. Ce sont de redoutables défis, mais que nous pouvons aborder avec confiance, sachant, pour reprendre une citation attribuée à Saint Augustin, que « Dieu donne ce qu'il ordonne » !

Christian ALBECKER